

Postface

L'armée est-elle faite pour les enfants sages ? Telle est la question insolite qui vient à l'esprit lorsqu'on tient l'ouvrage de Mabilia. Formulée autrement, elle devient : « Pourquoi les conditions de vie des soldats sont-elles par principe austères pour ne pas dire, dures et difficiles ? »

Ainsi donc, d'emblée, le thème choisi par Mabilia, pour son récit, s'ordonne vers le registre du tragique, celui où s'exerce par excellence le devoir de mémoire, comme s'il y avait davantage d'obligation à se souvenir des événements douloureux qu'à célébrer des événements heureux.

Si tant est que la douleur ou la souffrance serait l'amie de l'homme, l'histoire que reconstitue, pour nous Mabilia, nous plonge dans les douleurs de l'enfement de nos forces armées, de nos services d'ordre et de sécurité. La création d'une armée par la puissance coloniale belge, sa récréation à travers le rite initiatique de la circoncision de l'indépendance, son émancipation dans le mariage avec le peuple sous la Troisième République, tel semble être l'itinéraire dont les jalons sont posés au cours de la phase coloniale.

On a beau baptiser des rues, des places et des camps de noms à la mémoire de vaillants soldats ou de belles victoires militaires, rien n'y fait. Il y a comme une malédiction qui pèserait sur nos forces armées et un mauvais sort qui aurait été jeté sur les hommes en uniforme. Au point qu'on a du mal à identifier ce qui fut la belle époque pour l'armée et pour ses hommes. Autant on se plaint de l'armée, autant on plaint les pauvres hommes en uniforme.

Le récit de la construction et de l'évolution de la Force publique s'articule sur ce fond de tristesse et de mélancolie, qui se prédispose à un rituel d'exorcisme. L'ouvrage de Mabilia prend à bras le corps cette tâche d'anamnèse et de catharsis, non pas à partir du terreau facile des hauts faits militaires, ni encore moins des discours d'autosatisfaction, mais en retraçant l'itinéraire de vie des soldats, en peignant le cadre de vie et de travail, les conditions et modalités de recrutement, les types et opportunités de formation, le logement, l'alimentation, l'habillement, les rapports interethniques, les rapports avec les civils, la vie religieuse et politique.

Paradoxes et dilemmes se chevauchent, offrant les conditions propices à une sorte de péché originel. La Conférence de Berlin donne naissance à l'Etat Indépendant du Congo (EIC), qui, à l'instar de tout autre Etat se dote d'un instrument de sa défense et de sa sécurité. C'est la Force Publique, qui est un mixte, entre une armée, une gendarmerie et une police. Son personnel est composite : des officiers européens commandant des mercenaires africains, qui seront rejoints par des autochtones.

Le recrutement de ce personnel est symptomatique : des officiers belges ayant eu des ennuis comme des dettes, les querelles de jeu ou de femmes ; des jeunes issus de tribus réputées barbares ou insoumises, des esclaves affranchis.

Le principe de formation est le déracinement, l'insularisation par rapport à l'ethnie, aux civils, aux fins d'ériger l'armée en une forge de la civilisation, c'est-à-dire de l'occidentalisation, mais aussi curieusement du nationalisme.

Quand on considère la période coloniale comme l'âge d'or de la Force Publique, c'est sans doute en gommant les mutineries, en oblitérant les exactions, les viols et autres pillages opérés au vu et au su des officiers allochtones. Lorsqu'on célèbre les hauts faits militaires et que l'on salue la qualité de l'encadrement social, c'est en oubliant les tribulations de logement, d'habillement, d'alimentation et de soins de santé, que connurent d'abord les soldats au cours des cinquante premières années. Longtemps, les soldats furent mal payés, mal nourris ; ils connurent de fréquents retards de paie, fustigèrent les promesses non tenues par les Belges.

Un fort accent d'actualité traverse l'ouvrage de Mabiala. Des témoignages de cannibalisme sous la férule belge. Un système particulier de mariage mis en place pour gérer les femmes qui rejoignent les soldats dans leurs casernes ou celles qui les accompagnent lors des campagnes : d'où les nouvelles catégories nuptiales de concubinage autorisé et de concubinage avec ou sans ration.

Toutes ces innovations furent mises au compte de la civilisation, une civilisation confiant la gestion de l'épargne aux curés, interdisant au nom du nationalisme la constitution des associations à base tribale, organisant le dénigrement et la déconsidération des civils, procédant au recrutement d'enfants-soldats.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'au Congo belge, le paradoxe est roi. La participation aux guerres mondiales a permis de démystifier le Blanc : on l'a vu pleurer de faim. Les Allemands et les Italiens sont devenus des ennemis des Noirs. Les mutineries ont inauguré les voies d'approvisionnement et les chemins de retraite des insurgés vers l'Angola et

le Congo Brazzaville. Le coltan, le cuivre, le cobalt et l'uranium ont financé la guerre. Le Rwanda et le Burundi sont apparus depuis lors comme les points névralgiques des enjeux des puissances occidentales.

Que des tentatives d'autonomisation surgissent à partir du Katanga et du Bas-Congo, que la radio-trottoir kinoise s'empare des camps militaires et annonce le départ imminent des Belges, qui laisseront leur place aux Américains, le temps des psychoses coïncide avec celui des crises politiques. C'est pourquoi ceux des Kinois qui ont inventé le slogan sur les risques de vente du Congo, ceux ecclésiastiques qui ont théorisé sur l'étranger, ceux des politiciens qui rêvent encore d'une armée incolore, inodore et insipide comme l'eau pure, tous ceux-là en sont venus à déchanter.

Au lendemain de l'indépendance, les soldats se sont mutinés, non parce que le Général JANSSENS avait rappelé qu'au sein de la Force publique, avant l'indépendance était égal à après l'indépendance, mais parce que les revendications maintes fois exprimées par les hommes en uniforme n'avaient retenu l'attention de personne : africanisation des cadres, réajustement de la rémunération, amélioration des conditions de vie et de travail, réalisation des promesses faites aux soldats méritants.

Les mutineries furent l'une des meilleures illustrations des conséquences de la négligence par les autorités politiques des alertes données à travers les rapports des services de renseignements.

Dans notre pays, devant la surdité des politiciens, les hommes en uniforme ont dû prendre les commandes sous diverses casquettes : officiers versés dans l'administration du territoire colonial, le Collège des Commissaires généraux et la Deuxième République pris en charge par les forces armées, la révolution du 17 mai 1997 conduite par un combattant de la liberté que les frasques de la Conférence Nationale dite Souveraine avaient pris pour un rêveur, la Troisième République mise en œuvre avec détermination par un Général assermenté pour l'implantation de la démocratie.

C'est dire qu'au lieu de jeter l'anathème sur notre passé et sur les préjugés attestés au cours de notre histoire, le temps est à la fois de rédiger aussi l'histoire de la Force publique de 1960 à 2010, de manière à ressortir clairement le sens et la portée des réformes en cours. L'erreur serait, en effet, de s'imaginer naïvement qu'il s'agirait d'un processus nécessité par la présence de la MONUC ou de la MONUSCO, qu'il s'agirait d'une conséquence de la chute de la Deuxième République et de la fin de la longue transition politique.

Il s'agit de construire une Force Publique dépoussiérée de complexes vis-à-vis des civils, des politiciens, des tribus et des diktats toujours

fluctuants des puissances étrangères en quête de positionnement sur ce territoire qui a cessé d'être la République de Bula Matari.

Comment faire pour que la Force Publique réalise la reconversion indispensable à sa réforme ? La voie de la sagesse passe par la connaissance de son passé. Remettre d'abord le couteau dans le fourreau. Envisager désormais une force publique qui soit avec sa population comme un poisson dans l'eau.

Prince KAUMBA Lufunda

Philosophe et criminologue